

DÉBAT CERCLE GRAMSCI 10 décembre 2015
LA GAUCHE PROLÉTARIENNE (1968-1974) Quelle histoire, quels héritages ?
avec Pierre BOISMENU et Alain MANTIN

Depuis 30 ans, parmi 170 débats proposés depuis plus de 30 ans par le cercle Gramsci, trois ont abordé ce même sujet, celui de l'engagement politique et de l'action révolutionnaires dans cette période « chaude » des années 1960 et 70. Le dernier en date, il y a deux ans, passionnant, traitait des presque deux décennies d'autonomie ouvrière à Porto Marghera (zone industrielle de Venise). Précédemment, en 2008, lors du 40^{ème} anniversaire de Mai 68, nous avons proposé deux débats sur les « Événements » : un avec un historien, Xavier Vigna, l'autre avec un des fondateurs du Mouvement du 22 mars, Jean-Pierre Duteuil.

Ce soir les « Maos » (maoïstes) ont la parole à travers deux anciens fondateurs de la Gauche Prolétarienne : Pierre Boismenu et Alain Mantin. Ils sont venus présenter un ouvrage collectif : *Les Nouveaux Partisans, histoire de la Gauche Prolétarienne par des militants de base*.

Alain MANTIN. Ce livre signé « des militants de base » entend donner une vision différente de celle qui domine via les médias par le biais d'anciens dirigeants (Serge July, Olivier Rollin etc.). Ceux-ci évoquent fréquemment la Gauche Prolétarienne (GP), mais d'un point de vue de repentis. Dans la mémoire collective, la GP reste un groupe de repentis en raison de cette version de chefs confessant avoir fait beaucoup de bêtises et le regretter.

Par ce livre, notre histoire est restituée vue de la « base », à travers des documents qui rappellent les événements, le type de pratiques déployé et montrent ce qui nous différenciait des autres groupes. Nous n'avons pas cherché à polémiquer avec les anciens dirigeants, même si un éditeur nous a proposé de faire le livre sous cet angle-là. On a souhaité faire reparler l'histoire en montrant ce qui nous distinguait avec nos « pratiques à la base ». Tous ceux qui ont contribué à ce livre ne regrettent pas ce qu'ils ont pu faire dans ces années-là. Nous voulions laisser ce témoignage. Et comme l'indique si bien la chanson de Dominique Grange, *N'effacez pas nos traces*¹. Nous avons d'ailleurs décidé de faire ce livre en 2012, après des retrouvailles avec Dominique Grange, pour les 40 ans de l'assassinat de Pierre Overney². Tous les anciens militants contactés n'ont pas contribué à ce livre en raison de la lourdeur du travail que cela représentait. Beaucoup ont regretté a posteriori de ne pas avoir témoigné. Le livre est constitué principalement de la chronologie des faits et événements accompagnée d'un choix de textes de l'époque dans leur intégralité. Ces documents théoriques et pratiques font ressortir la ligne de l'organisation. On a ajouté à cela un maximum de témoignages, compte tenu de la capacité du livre (400 p).

La GP fut créée en septembre 1968, après l'éclatement de l'UJC(ml)³ provoquée par les événements de 1968. Après la grande grève ouvrière et les interdictions des organisations d'extrême gauche par le pouvoir gaulliste (12 juin 1968), la plupart de ces dernières considéraient que le mouvement était en reflux. Les initiateurs de la GP ne voyaient pas cela de cette façon car sur le plan international des luttes se développaient (Mexique, Amérique latine...) et en France le feu n'était pas éteint. La GP entendait continuer, en encourageant tous les foyers de luttes existants ou potentiels. Que ce soit dans les usines où les accords de Grenelle avaient fait des mécontents ou bien avec les immigrés. Tout en continuant le travail sur les bases ouvrières, nous avons milité sur le soutien au peuple palestinien, puis dans les foyers d'immigrés. En milieu étudiant nous avons pu regrouper beaucoup

¹ Voir CD de Dominique Grange : «1968-2008... n'effacez pas nos traces »

² Pierre Overney est un militant ouvrier maoïste de la Gauche prolétarienne, installé à Flins et Billancourt, tué le 25 février 1972 par un vigile de Renault (Wikipedia)

³ L'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, UJC (ml), est une organisation [maoïste](#) fondée le [10 décembre 1966](#) par une centaine de militants exclus de l'[Union des étudiants communistes](#) (UEC). Dirigée par [Robert Linhart](#), [Benny Lévy](#) et Jacques Broyelle, elle est principalement implantée à [Paris](#) à l'[École normale supérieure](#)

de gens comme lors de la manifestation de soutien aux étudiants de Mexico⁴. La GP s'est organisée majoritairement à partir des maos de l'UJC(ml), elle fut appelée à l'époque « les mao-spontex » (spontanéistes). Notre option n'était pas de prendre la tête des luttes et mouvements mais d' « encourager » leurs flammes. A partir de là, même si nous avions des idées à proposer, c'était aux gens concernés d'envisager ce qu'ils voulaient créer. Et ça a marché.

Nous étions peu nombreux au départ, puis une partie des militants du Mouvement du 22 mars nous ont rejoints. Nous avons mis en commun nos forces dans la bataille au moment de l'anniversaire de la mort de Gilles Tautin⁵, le 17 juin 1969 (commando d'une centaine de militants et sympathisants pénétrant dans l'usine de Flins, réussissant à se replier dans la campagne malgré l'encerclement policier). Beaucoup de gens nous ont alors rejoints. Nos actions se sont poursuivies selon la même ligne jusqu'à l'interdiction de la Gauche Prolétarienne en mai 1970. Il y eut alors beaucoup d'arrestations et de condamnations à la prison, non seulement pour des dirigeants comme Alain Geismar mais aussi pour des militants de base. La vente de la Cause du Peuple entraînait souvent l'arrestation, suivie de prison... A Paris il était plus facile de passer dans la clandestinité qu'en province. Malgré la dissolution et la répression l'activité a continué. Des militants emprisonnés parce qu'ils avaient manifesté leur soutien à la GP interdite se sont par la suite lancés dans l'action, se sont établis en usine (trait caractéristique de la GP). L'établi observait dans un premier temps la vie en usine avant de se lancer dans des luttes (voir à ce sujet le livre exemplaire de Robert Linhart, *L'établi*).

Les militants de la GP ne s'appuyaient pas sur l'« aristocratie ouvrière », terreau social du PCF et de la CGT notamment, mais sur les « ouvriers spécialisés » (OS). Un soutien total aux OS, majoritairement immigrés qui à l'époque travaillaient en masse dans la grande industrie et étaient regroupés dans les bidonvilles ou les foyers (le regroupement familial n'était pas de mise). La GP à ses débuts s'est battue par rapport à la question du relogement posée avec la destruction des bidonvilles d'Argenteuil ou de St Denis par les municipalités PCF. Elle s'est distinguée dans cette lutte tout en avivant ses contradictions avec le PCF. La GP dénonçait concrètement par des actions directes la bourgeoisie à travers des opérations spectaculaires comme au magasin de luxe Fauchon à Paris où l'épicerie récupérée fut distribuée dans les bidonvilles et foyers d'immigrés. Soutenant les luttes anti impérialistes et de libération comme au Vietnam, la référence de la GP était la Révolution culturelle chinoise (1966-1976), tout au moins à son départ quand elle disait s'inspirer des principes de la Commune de Paris et avant que cela devienne une lutte de pouvoirs. L'expérience historique chinoise servait de référence que ce soit La Longue Marche (1934-1935) ou le slogan « Aller déplacer des montagnes » (c'est-à-dire aller plus loin que ceux parmi les groupes d'extrême gauche qui ne souhaitaient pas prendre trop de risques)... Quand on lit la chronologie du livre, les événements peuvent sembler irréels par rapport à la situation d'aujourd'hui, mais la réalité y compris mondiale d'alors montrait que nous n'étions pas seuls dans les luttes. Ce contexte de luttes de libération multiples faisait penser qu'on prendrait ici « le maquis », sous une forme sans doute différente qu'en Amérique latine, mais que nous arriverions à nos fins.

Ces luttes que certains pouvaient trouver violentes ont pu être efficaces. Ce fut le cas par rapport aux fascistes (leur organisation s'appelait Occident puis Ordre Nouveau). Une opération eut lieu en avril 1968 avec le Comité Vietnam de base contre un meeting de soutien aux américains organisé par Occident à Saint Germain des Près. En 1973 un meeting d'Ordre Nouveau à la Mutualité contre les travailleurs immigrés a été attaqué ; cette action faite avec la Ligue communiste valut à cette dernière, sa dissolution (La GP dissoute depuis mai 70 ne risquait rien)... Ce rapport de force favorable obtenu par l'action contre l'extrême droite a cantonné son développement. Celle-ci restera groupusculaire jusqu'à ce que Mitterrand l'instrumentalise dans les années 80.

⁴ Massacre par l'armée de plusieurs centaines de personnes manifestant à Mexico le 2 octobre 1968 au moment de l'ouverture des jeux Olympiques.

⁵ Lycéen membre de l'UJC (ml) mort noyé dans la Seine à 17 ans, en juin 1968 suite à une charge de gardes mobiles aux abords de l'usine Renault-Flins

A propos du livre. Celui-ci n'est pas exhaustif, toutes les régions où existaient des militants de la GP n'ont pu être sollicitées. Dans le livre les régions représentées par d'anciens militants étaient Paris, Nantes, le Nord, Marseille et Toulouse. Lors d'une réunion publique à Toulouse, après la parution, des personnes ont reproché aux auteurs de mentionner dans la chronologie du livre le Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception MLAC (1973-75). Même si ce mouvement n'était pas une émanation de la GP, de nombreuses militantes de la GP se sont investies dans ce mouvement. Même chose pour le mouvement des travailleurs arabes MTA (1973-76).

Le Groupe Information sur les Prisons GIP (1971-72) est mentionné de manière plus « légitime » car c'est la GP qui initie ce mouvement, qui par la suite prendra son autonomie grâce à des intellectuels comme Michel Foucault, notamment.

Des critiques ont été émises également sur l'insuffisance dans le livre de la mention de l'aile libertaire de la GP (ex militants du Mouvement du 22 mars). Bien que la proposition ait été faite à une de ses ex militantes (Dominique Grange), il est dommage que ce ne soit pas ces militants eux-mêmes qui écrivent sur la période et les événements les concernant.

Les racines de la GP ont été examinées dans ce livre : références à la Résistance française (en 1969 un livre « Debout partisans » sort) et au communisme des résistants FTP qui ont été écartés par le PCF après la Libération (Guingouin, Tillon...) ; référence au mouvement de soutien aux indépendantistes algériens (FLN) ; à l'UJC(ml)...

Le but du livre est de faire revivre cette mémoire, sans prétendre à la « justesse » historique et politique : les contributeurs du livre n'ayant pas exactement tous la même « ligne » sur l'époque et les événements. Le texte a donc été rédigé par consensus à partir des faits, sachant que des points de vue différents s'expriment dans les témoignages.

Ce livre a aussi été fait à la mémoire de militants maos morts : Gilles Tautin à Flins en juin 1968, Pierre Overney en 1972 à la porte de Renault Billancourt. D'autres qui ne sont pas cités : Jean Denis mort en 1976, membre des Brigades Internationales qui éliminèrent en France divers agents de dictatures militaires, dont le général Anaya, responsable de l'assassinat du Che. Ainsi que Jean-Marc (de Renault) qui retrouva la trace de l'assassin de Pierrot.

Pierre BOISMENU. La question à débattre qui me semble importante est : en quoi cette histoire peut nous intéresser de nos jours ?

Ce bouquin a évidemment une dimension historique nécessaire puisque cette histoire n'a pas vraiment été faite. Mais nous ne sommes pas des historiens qui, 40 ans après, essayent de se pencher sur un passé avec lequel ils n'auraient plus rien à voir ? Évidemment non. Inversement ce n'est pas de la nostalgie. Ce qui nous intéresserait c'est de voir, à partir des éléments qu'on peut vous donner, en quoi cette expérience de la GP, qui est assez particulière, peut nous concerner. Les questions que cela nous pose maintenant même si on semble être à des années-lumière de cette époque. Il faut se rappeler qu'à cette période « ça pète partout dans le monde ». Il y a mai 68 et son avant. En particulier en France il y a une décennie de luttes : luttes ouvrières (66-67 en particulier), et luttes étudiantes à partir de la guerre d'Algérie, autour du soutien au Vietnam etc. A l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France) il y a des étudiants qui se battent régulièrement contre des fascistes. Mai 68 éclate et la GP naît, seule organisation qui, peut-être, a pris au sérieux le slogan « ce n'est qu'un début, continuons le combat ». Il ne s'agissait pas de dire, ça a raté, on va se concentrer sur nous-mêmes pour bâtir quelque chose de solide au moment où la prochaine occasion se présentera.

Pour les gens qui ont constitué la GP en septembre 1968, la révolution n'était pas un échec, parce que ce n'était pas une révolution mais une insurrection. Ce n'est que le début donc il faut y aller ! Continuer et amplifier.

Le livre. Sa périodisation, en cinq parties, n'est pas tellement arbitraire car il est articulé sur des moments-clé.

1- La préhistoire, avant 1968.

Avant la GP il y a l'UJC(ml) fondée en 1966, issue d'une scission de l'UEC (Union des étudiants communistes) sur des bases anti-staliniennes, anti-krouchtévienne et de soutien à la ligne critique de l'internationale animée par Moscou, portée par le Parti communiste chinois depuis 1966. Les deux axes marquants d'une nouvelle pratique c'est, d'une part, la création des Comités Vietnam de base, une année après il y aura près de 300 comités en France en soutien à la lutte du peuple vietnamien, emblématique de la lutte anti-impérialiste à l'époque. Le deuxième axe est celui de créer des « bases rouges » qui se traduit par la politique d'établissement : quelqu'un qui n'est pas ouvrier à l'origine – étudiant, intellectuel- s'embauche en usine pendant une période plus ou moins longue pour aller auprès des mouvements sociaux, mieux connaître de quoi il s'agit, y participer et arriver à impulser. Plusieurs dizaines de militants sont alors concernés. Et Mai 68 arrive là-dessus. Au départ l'UJC(ml) n'est pas vraiment dans le coup. Robert Linhart, dirigeant de l'UJ, considère que c'est un mouvement petit bourgeois qui va se faire récupérer par la social-démocratie –ce qui n'est pas entièrement faux, il y a eu un essai au meeting UNEF, PSU, CFDT du stade Charletty (27 mai). Il n'y a que peu de militants de l'UJC(ml) sur les barricades parisiennes, la plupart sont aux portes des usines. C'est là qu'ils seront prêts pour la suite. J'étais moi-même dès avant le 1^{er} mai 68 aux portes de Renault-Flins où on avait déjà des camarades établis. Ces militants participeront aux grèves : déclenchement et soutien. Après juin 1968 l'UJC(ml) organise une « longue marche », c'est-à-dire que les militants sont envoyés partout en France, dans les campagnes et les régions ouvrières, pour populariser l'événement et les luttes. Je suis arrivé en Corrèze alors. En septembre c'est la grande crise dans l'UJC(ml) à cause des errances pendant mai. Il y a ceux qui disent, « c'est le reflux, il faut fabriquer un Parti ». Il y a les autres qui souhaitent continuer. C'est dans cette situation et sur cette base que nous fondons à une quarantaine la Gauche Prolétarienne.

2- La deuxième période va de septembre 68 à Flins en juin 1969 avec l'apparition de la GP. A la (difficile) reprise du travail en juin les militants de l'UJC(ml) sont très actifs. A Flins les CRS occupent l'usine, une bataille de plusieurs jours se déroule autour de l'usine à travers laquelle le Mouvement du 22 mars et les militant UJC(ml) sont côte-à-côte. Le petit groupe de départ est également renforcé par des activistes du mouvement lycéen « antiautoritaire » qui se développera fortement début 1969. La GP se développe aussi sur la base du mouvement d'établissement qui continue et s'amplifie.

La GP se revendique maoïste. Il y a un abandon du sigle « marxiste-léniniste ». Ce n'était pourtant pas un abandon des bases théoriques marxistes et de tout l'héritage du mouvement ouvrier historique et révolutionnaire, depuis le 19^{ème} siècle jusqu'à Lénine, au moins au début de la GP. « Maoïste » signifie qu'il ne s'agissait pas après la flambée de 68 de retourner dans les livres et de se camper dans de la théorie pure et dure. Il s'agit de privilégier d'abord la pratique. On trouve dans le maoïsme des invitations à privilégier la pratique. Ce maoïsme n'est pas un alignement sur les communistes chinois. La GP n'a jamais été « prochinoise » en tout cas elle n'a pas eu de lien organique avec le Parti communiste chinois. Ce qui est la référence c'est essentiellement la Révolution culturelle qui était en pleine phase montante, cette idée d'un gigantesque mouvement rebelle au sein même d'un état socialiste. Il y avait quelque chose de nouveau là-dedans. Quelle que soit, à tort ou à raison, la part d'imaginaire et de réel, en tout cas c'est cette référence qui fait dire « maoïste ».

Alain Mantin. Nous disions à l'époque que le maoïsme était la troisième étape du marxisme, celle où les masses populaires, dans le monde entier, se soulevaient, contrairement au temps de Lénine où des petits groupes allaient faire la révolution. Comme les mouvements éclataient alors de partout, il s'agissait de mobiliser les masses et non plus de construire un petit parti qui allait donner la ligne juste pour faire la révolution.

Pierre Boismenu. Ce qui est important est ce qui est repris en actes et non seulement en théorie. Un autre axe essentiel de la GP à sa fondation est « la lutte contre l'autorité ». Ce slogan est plus compliqué et intéressant que la qualification d'"anarchisme petit bourgeois" donnée par certains. Il s'agit d'abord d'une certaine manière, pour les militants fondateurs de la GP-UJC(ml), de faire leur autocritique sur mai 68 où cette dimension était réellement présente en milieu étudiant. C'est aussi

une manière notamment pour les « établis » de mettre l'accent dans les entreprises sur ce que Marx appelle « le despotisme d'usine », sans vouloir réduire pour autant le mode de production capitaliste à un simple despotisme. La lutte anti autoritaire c'est aussi une manière de faire pont entre ce qui se joue en milieu étudiant et ce qui se joue maintenant en milieu ouvrier. Et surtout cette lutte n'a de sens que d'être ce point de départ vers une révolution prolétarienne. Le premier numéro de la revue « Les cahiers de la Gauche Prolétarienne » s'appelle « de la révolte antiautoritaire à la révolution prolétarienne ».

Au cours des premiers mois de 1969, la GP voit ses rangs se grossir assez vite. Cela aboutit à juin 1969 où elle décide une action spectaculaire d'une centaine de militants qui pénètrent dans l'usine Renault, se battent avec la maîtrise, première action de guérilla, appelée plus tard « action de partisan ». Une guérilla, à ce moment sans arme, qui fera référence à la Résistance. Cette action marque un tournant pour la GP, celui de l'esprit d'offensive. C'est là que la GP des années suivantes naît véritablement et attire notamment de jeunes ouvriers qui continuaient à vouloir se battre n'étant pas satisfaits de la reprise telle qu'elle avait été organisée par les syndicats un an avant.

3- La troisième étape : l'heure des partisans ».

Elle part de juin 1969 jusqu'à l'interdiction de la GP par le pouvoir en mai 1970.

C'est l'époque montante de la GP où elle organise beaucoup d'actes illégaux, soigneusement ciblés et souvent avec une violence dosée à l'objectif. Ces actes se veulent symboliques. Il s'agit non pas de détruire l'ennemi mais de mettre à jour l'oppression capitaliste et de défaire la peur de s'y affronter. Il se crée une organisation clandestine, la NRP (Nouvelle Résistance Populaire). Ces actions sont menées par de nombreux groupes de base.

L'établissement en usine est renforcé. Il y a un essaimage sur toute la France. Il y a enfin une diversification des luttes. Si l'épicentre des luttes reste l'usine, celles-ci s'élargissent aux quartiers (comités de quartier, foyers logements, comités Palestine qui deviendront de plus en plus importants).

Tout cela aboutit à la dissolution de la GP par le pouvoir, l'interdiction du journal La Cause du Peuple et l'emprisonnement de Le Dantec et Le Bris qui en étaient les directeurs. La « loi anticasseurs » est adoptée à ce moment-là. En réaction la GP crée le Mouvement du 27 mai qui rassemble plus largement autour d'elle les gens qui se mobilisent contre la répression.

4- La quatrième grande étape va de l'interdiction de la GP jusqu'à l'assassinat de Pierre Overney à Renault-Billancourt en février 1972. C'est la période où la GP est la plus active. La condamnation de nombreux militants renforce dans un premier temps le mouvement. La GP, offensive, participe à des luttes dans de nombreuses usines avec les « Comités de lutte » comme à Renault, jusqu'à la fondation en 1972 de l'UNCLA (union des comités de lutte d'atelier). Plus tard son congrès réunira 650 délégués. En même temps le combat s'élargit, d'abord sur le front du logement avec l'occupation des logements vacants (reprise d'une pratique tombée en désuétude depuis 1946).

Travail dans les prisons : grèves de la faim de militants emprisonnés, luttes de la population carcérale en révolte (Toul, Nancy) qui déboucheront sur la création du GIP (groupe informations prisons) avec Michel Foucault puis des CAP (comités d'action des prisonniers).

Il se crée aussi le « Front de la justice de classe », l'affaire la plus célèbre est celle de l'explosion dans une houillère à Fouquières-lès-Lens (16 morts en février 1970). La GP instaure alors un « Tribunal populaire », présidé par Jean Paul Sartre, qui juge symboliquement les responsables de Houillères.

Dans l'armée il y a aussi constitution de comités de soldats aboutissant en début 1972 à la constitution du GARM (groupe d'action et de résistance à la militarisation).

En ce qui concerne l'immigration, des actions contre l'Administration se développent à propos des bureaux d'embauche avec la création du MTA (mouvement des travailleurs arabes) qui par la suite prendra ses distances avec la GP.

Il y a les luttes féministes déjà évoquées, celles sur la Larzac contre l'extension du camp militaire où la GP est très active. Sur le front de la jeunesse, est créé le Mouvement de la Jeunesse très actif dans les facs.

Une « Campagne de l'été chaud » est déclenchée en 1970 sur le slogan « pas de vacances pour les riches » ; elle s'attaque aux lieux de grand luxe (17 sabotages), à la privatisation des plages. Parallèlement au Mouvement du 27 mai se crée le Secours Rouge (structure communiste ancienne tombée en désuétude) qui rassemble des intellectuels en soutien afin de permettre à la GP d'avoir une action ouverte. Le Secours Rouge fondera le journal « J'accuse » qui sera très vite fusionné avec la CDP (Cause du Peuple). Ceci débouchera sur la création de l'agence de presse Libération (APL) par Bernard Clavel qui bien plus tard deviendra le journal Libération.

L'affaire Overney, février 1972. Pierre Overney est un ouvrier professionnel de Renault Billancourt membre de la GP tué au pistolet par un vigile en distribuant des tracts antiracistes à l'entrée de l'usine.

- 5- Cet événement inaugure la dernière période qui s'achève avec l'autodissolution de la GP en novembre 1973.

Après l'assassinat de Pierre Overney, la police interdit la manifestation prévue le soir même mais qui a quand même lieu au métro Charonne. La direction de la GP flanche en refusant un affrontement avec la police. Il y a des arrestations et de nombreuses brutalités policières. Les militants sont cependant très remontés. Des attaques au cocktail Molotov ont lieu à Nantes contre des agences de surveillance privées, par exemple. La mobilisation était très forte, le 26 février le « Comité des mal-logés » rassemble 7000 personnes en manifestation de République au Cimetière du Père Lachaise au cri de : « on a raison d'occuper les maisons vides ». A l'enterrement de Pierre Overney se rassemblent 200 000 personnes. L'ordre est donné par la direction de la GP de ne rien faire. C'est le signe que des fissures commencent à se creuser entre la direction et de nombreux militants de base. La direction condamne l'action du commando palestinien aux JO de Munich (été 1972) alors que jusqu'alors la défense des palestiniens par la GP était inconditionnelle, ce qui conduit à la prise de distance du Mouvement des travailleurs arabes avec la GP.

En 1972-73, le renforcement des luttes se poursuit (LIP, Larzac, immigrés...) et l'activisme des militants s'accroît alors que paradoxalement un malaise se développe avec la direction de la GP. Ceci aboutit à l'autodissolution par sa direction de la GP les 3,4 novembre 1973 lors d'une assemblée générale de 200 personnes. Tout le monde n'est pas d'accord mais la direction fait adopter habilement cette décision grâce à un texte qui s'appelle « de Besançon aux monts Tsin-Kiang », texte théorique ambigu faisant passer la nécessité de dissoudre l'organisation à travers l'idée : « à temps nouveaux, organisation nouvelle ». Ce texte sans proposition véritable « condamne » les militants à l'autonomie. Il peut être aussi interprété comme l'expression de la volonté d'en finir. Ce texte charnière et la situation qui en découle ont lancé de nombreux militants dans l'action autonome qui s'achèvera à la fin des années 70. Dans les années qui suivent de nombreux mouvements se développent auxquels les ex militants prendront part. Une Nouvelle Cause du Peuple sera publiée jusqu'en 1977. Des groupes passent à la clandestinité et se livrent à l'action directe (les Brigades Internationales sur le front anti impérialiste, les NAPAP—noyaux armés pour l'autonomie populaire dont une des actions fut de retrouver et d'exécuter le vigile tueur de Pierre Overney).

- En quoi cette histoire peut nous intéresser au-delà d'une certaine vérité sur l'histoire de la GP.

Il ne s'agit pas de penser qu'on est à la même époque et que les choses seraient à refaire de cette façon maintenant. Mais à une époque où le capitalisme mondial et mondialisé semble le plus sauvage est plus violent que jamais il y a peut-être des leçons à tirer de cette expérience, au moins des questions qu'elle a soulevé, et qui ne se posent même plus de nos jours.

L'expérience de la GP peut mettre en évidence quatre questions qui restent posées :

- 1- La violence politique. Il s'agit de la nécessité révolutionnaire d'une certaine violence, de ses formes, des stratégies à mettre en œuvre. A une époque où la voie parlementaire semble l'horizon absolu de toute action politique, l'expérience grecque par exemple montre la pertinence d'une voie non parlementariste pour en finir avec les exactions du capitalisme. Le capitalisme ne se laissera pas faire. La démocratie ne constitue pour lui en grande partie qu'un alibi. En 2005 le gouvernement s'est carrément assis sur le non des électeurs au

référendum sur le traité constitutionnel européen. Cet été en Grèce, Tsipras s'est écrasé alors qu'il y avait effectivement un rapport de force à avoir. A son époque, la GP a mis en œuvre des actions qui ne refusaient ni l'illégalisme, ni même la violence. Mais une violence qui se pensait comme politique, et non une politique de la violence. Il s'agissait, par exemple, de mouvements de masse de refus du contrôle des billets au métro jusqu'à l'enlèvement temporaire de Nogrette (« chargé des relations sociales » à Renault il avait annoncé le licenciement de militants GP après la mort d'Overney). On assimile aujourd'hui trop facilement violence et terrorisme : n'oublions pas que les résistants étaient appelés terroristes par l'occupant allemand.

- 2- Le despotisme. La GP a mis l'accent sur cette question à travers les formes de luttes « anti autoritaires » qu'elle soutenait dans le cadre de l'expérience du vécu des ouvriers, notamment. Les ouvriers s'affrontaient, surtout à l'époque, aux pouvoirs des petits chefs au sein d'un travail organisé selon des cadences « infernales ». Aujourd'hui, avec le management, les formes sont un peu différentes mais la souffrance demeure, les résistances à cette situation et les luttes, aussi. Ces luttes s'appuient toujours sur une résistance à quelque chose d'intolérable, de l'ordre du despotisme. Le problème aujourd'hui est que chacun est isolé, seul dans son coin, en ordre dispersé perdant de vue la cause fondamentale de ce despotisme.
- 3- L'immigration. La GP l'a mise en évidence. Aujourd'hui elle reste au premier plan de nos préoccupations mais sous une forme insoluble politiquement. La GP a pris la question de l'immigration en rapport avec la lutte de classe. C'est ce qui n'a pas lieu aujourd'hui où cela tourne autour de questions de racisme et de religion.
- 4- L'organisation. La question se pose en permanence aux militants de la manière de s'organiser entre les deux extrêmes que seraient d'un côté l'autonomie absolue (chacun dans son petit groupe et dans son coin) et de l'autre côté le parti d'avant-garde. La GP n'a pas trouvé la solution –personne ne l'a trouvée- mais les incertitudes, y compris la question de la dissolution, permet de poser cette question plutôt que de la croire résolue.



LE DÉBAT

Une intervenante : cela m'évoque des souvenirs d'une époque qui était très généreuse, avec des gens très généreux, et en particulier –vous n'en avez pas parlé- tout ce mouvement de l'antipsychiatrie : il fallait ouvrir les portes des prisons, on ouvrait aussi les portes des hôpitaux. Et je trouve cela particulièrement intéressant par rapport à « notre » époque où on referme. A Limoges

par exemple il n'y a pas longtemps on a inauguré un pavillon fermé pour les gens qui sont hospitalisés sous contrainte -sans consentement, quoi.

Un intervenant à propos de la violence. La GP a accompli des actes de violence qui étaient largement de l'ordre de la violence symbolique. Il s'agissait de faire impression. A notre époque, il y a une telle mainmise sur les médias que les actes de violence symbolique n'arriveraient probablement pas à avoir la signification qu'on voudrait leur donner. Il y a qu'à voir la comédie des médias à travers l' « affaire de la chemise déchirée » (dans le conflit sur les licenciements à Air France) qui a permis de retourner l'opinion publique contre les salariés en lutte.

Alain Mantin : déjà à l'époque les médias étaient à la solde du pouvoir et de l'argent. C'est pour cela que les journaux comme « J'accuse » puis « Libération » ont été lancés. On y dénonçait « Nice Matin » qualifié de « Nice putain », « l'Est répugnant » pour « l'Est Républicain » etc. Tous les journaux de l'époque avaient un surnom. La différence était dans le rapport de forces, très différent de celui d'aujourd'hui. On arrivait alors à populariser largement les luttes. Aujourd'hui pas, seulement pour Air France mais quand il y a eu les luttes de Conti, de Peugeot Aulnay etc. c'étaient les mêmes cas. Leurs luttes sont restées isolées finalement. La répression sévit. Quelles que soient les sympathies créées, aucun mouvement de masse n'est ressorti de ces luttes pour les soutenir.

Un intervenant. Je me pose une question : vous faites un peu ce qu'on appelle de l'uchronie en mettant en avant le refus par les militants de base de la dissolution de la GP. Penser que cette disparition aurait été causée par quelques chefs qui avait en vue de faire carrière me semble un peu court. Cette « dissolution » m'apparaît plutôt comme le signe de la fin d'une époque. Cela ne peut pas se réduire à l'histoire d'une lutte entre deux lignes : entre celle des chefs passés à l'ennemi et celle des militants de base qui sont entrés dans des souterrains pour en ressortir aujourd'hui (avec la vérité ?). A mon sens il ne faut pas faire croire que la GP a échoué pour une simple cause de trahison. Cela ne suffit pas en tout cas. Il y a là toute une histoire à penser dans le cadre d'un changement d'époque : une réflexion historique doit être menée.

A M. Pour moi, ainsi que pour les copains avec qui je militais à St Denis, à ce moment- là c'était contradictoire. C'est-à-dire que l'idée de départ (de « dissolution ») ne nous gênait pas pour certains parce qu'on pensait arriver à une certaine autonomie, donc à une autonomie d'action. Au début on ne parle pas trop d'autonomie à l'italienne, c'est venu après. Mais déjà on se retrouvait par petits groupes pour se dire : au lieu de distribuer un tract tous les matins à 6h aux portes des usines et le dimanche sur les marchés, on va continuer dans la ligne des actions symboliques qui ont été plus ou moins abandonnées en 1973. On s'est regroupé on a fait des trucs, certains ont continué dans la propagande armée, avec en vue une autonomie qu'on espérait à la mode italienne, c'est-à-dire mettant en mouvement des dizaines de milliers de personnes plutôt que quelques milliers. Mais ça n'a pas été le cas.

En revanche, là où il y a une certaine trahison c'est qu'au moment de la dissolution on nous a fait miroiter qu'on allait continuer (la GP) sous d'autres formes. La direction de la GP s'est arrangée pour supprimer tous les liens possibles existant entre les militants. C'est-à-dire, aussi bien le journal que le point de chute qu'était l'imprimerie Gilles Tautin à Paris, que les assemblées générales qui pouvaient continuer sous d'autres formes plus ouvertes, que l'UNCLA... Je me rappelle, le dernier bouquin de Sartre, Gavi et Pierre Victor était « On a raison de se révolter », le titre...et en même temps Pierre Victor me dit que l'opération en vue avec ce livre était une diffusion massive pour épurer les comptes de la GP. Donc en gros il était question, hypocritement, de mettre les clés sous la porte. Il n'y aurait plus de dette, on laissait en quelque sorte la société capitaliste comme elle était. Son intention était claire. Il s'agissait d'arrêter et non pas de continuer sous une autre forme. La suite est dans cette logique- là. Ce sont les militants de base, souvent les établis et beaucoup les immigrés, qui se sont retrouvés du jour au lendemain sans aucun contact, dans la merde. Ainsi pas mal de gens se sont suicidés, des immigrés sont repartis en Kabylie, dans leurs pays, complètement écœurés par l'attitude qu'on avait avec eux. C'est-à-dire les laisser tomber comme ça. De mon côté, je m'en suis tiré, mais j'étais dans une situation particulière. Pour beaucoup c'était l'abandon.

Un intervenant : comment quelques personnes pouvaient faire en sorte que des assemblées n'aient plus lieu, qu'une imprimerie ferme, que les contacts soient perdus entre des gens ? Cela voulait-il

dire que le niveau de cloisonnement était tel que seule la direction pouvait mettre en contact les groupes les uns avec les autres.

A M. Non, les relations au sein de la GP étaient ouvertes. Mais la direction, seule, détenait les finances. Ils ont arrêté de payer donc l'imprimerie a été fermée. Les assemblées générales qui se faisaient rue d'Ulm n'eurent plus lieu du fait que les militants n'avaient pas les clés du local, etc. Le seul lieu qui a continué de fonctionner était la fac de Jussieu. On s'y retrouvait pour faire des actions. Mais les rassemblements de Jussieu touchaient seulement des intellectuels, des étudiants et quelques autres jeunes chômeurs, mais pas ceux établis en usine. La fatigue dû à un hyper-activisme a aussi jouée : on « tirait fort sur la corde ». Un certain nombre ont arrêté ce rythme sans pour autant abandonner toute activité militante en se reconvertissant dans la culture (prenant l'exemple Dario Fo) etc. mais cela n'était pas possible pour tout le monde, notamment les ouvriers.

Un intervenant. En fait la dissolution n'a-t-elle pas été provoquée par cela ? Au bout de quelques années on était « crevé ». Et puis s'il n'y avait pas eu la dissolution c'était quoi ? Les armes ?

Le même intervenant. Depuis ce temps- là ça reste pour moi une interrogation. Je suis resté seul. Je n'avais d'ailleurs jamais rencontré d'anciens copains depuis cette époque. J'étais alors beaucoup rue du Landy (au nord de Paris), il commençait à circuler des armes, chez les immigrés entre autres. Ça allait où de s'armer à ce moment- là ?

A M. J'ai un peu connu l'évolution à ce moment- là, le terme c'était « propagande armée ». Il s'agissait de continuer, faisant aussi bien sauter un concessionnaire Mercedes, qu'en faisant une « nuit bleue » contre le nucléaire, sachant que toutes les précautions étaient prises pour qu'il n'y ait pas de victimes parallèles. C'était une continuation de la propagande. Il ne s'agissait pas de faire n'importe quoi, mais chacun le faisant à son niveau et selon ses capacités, sans être « forcé ». C'est comme cela qu'on aurait voulu voir l'action se développer au niveau de la NRP. Par ailleurs, d'autres fronts de luttes, divers, devaient exister et se développer. Ils devaient tous être utilisés par les militants.

Après, c'est fonction d'un rapport de force global. Un mouvement de propagande armée comme cela ne peut exister que lorsqu'il y a un mouvement social important. Dans les années Mitterrand, le mouvement social était laminé et les militants n'avaient plus possibilité d'avoir la protection des masses populaires, notamment en cas d'arrestation.

Un intervenant. Avec le recul, quel regard portez-vous sur cette expérience : nostalgique, par rapport à la situation actuelle ?

AM : je ne regrette rien de ce qu'on a fait, sachant qu'on ne voulait pas non plus faire n'importe quoi. Il y a eu restructuration du capitalisme à partir des années 70 : la fin des grandes unités de production afin notamment que les luttes comme celles de OS ne puissent plus se produire. En même temps il y a eu la « récupération » de plein de militants, petit à petit. Certains ont penché vers le Programme Commun de la gauche et l'option Mitterrand. La voie disons d'extrême gauche a été laminée par les années Mitterrand. Je n'ai retrouvé un certain regain des luttes des années 68 que dans les grèves de 95 : à Auch, ville de 25000 habitants, on était 8000 à manifester et à pouvoir la bloquer. On a pu « corriger », sans conséquences policière et judiciaire, les dirigeants –de droite- du conseil général qui provoquaient le mouvement.

Un intervenant. La différence entre la GP de la « propagande armée » et la Fraction Armée Rouge (RAF) ou les Brigades Rouges, c'est que chez ces deux dernières l'idée était : on utilise la violence afin que la répression s'accroisse et qu'à partir de là surgisse un mouvement de révolte générale. Ça n'a pas marché. Alors qu'on a l'impression que la GP, elle, ne faisait pas de la violence un moyen d'augmenter la répression pour que les gens se révoltent mais utilisaient la violence symbolique pour illustrer quelque chose.

AM. Je crois qu'on ne peut pas mélanger la RAF et les Brigades Rouges (BR). Les BR avaient beaucoup de monde dans les usines (Turin, Milan etc.) et la masse des militants n'étaient pas des intellectuels. Les BR ont été longtemps en symbiose avec les mouvements d'occupation à Turin dans les quartiers populaires et à l'intérieur des usines. A la GP nous nous sentions plus près de Prima Linea⁶ qui avait

un peu la même démarche : c'est à dire « taper » à plusieurs niveaux en même temps. A partir du moment où les BR ont été coupées de la base ouvrière et populaire et obligées de passer complètement dans la clandestinité cela a été très difficile. Par ailleurs, la situation allemande était totalement différente. Il n'y avait pas mouvements sociaux tels qu'en Italie et en France.

Un intervenant. Vous avez dû sentir que la direction voulait lâcher. Elle ne l'a pas fait d'un seul coup quand même.

AM. Ça s'est fait très progressivement. La réunion des chrysanthèmes se passe à la Toussaint 1973 et on a continué à fonctionner en AG jusqu'à l'été 1974 avec les dirigeants qui venaient encore. Après, *La Cause du Peuple* a cessé de sortir, *Libération* étant sensée la remplacer. C'est suite aux vacances de 1974 que les militants se sont retrouvés « dans la nature » à la rentrée. A ce moment-là les dirigeants avaient mis la clé sous la porte.

Le même intervenant. Cela veut dire que la base ne contrôlait rien en définitive.

AM. Les dirigeants venaient aux AG. Lors de celles-ci, il y avait un contrôle : des manifestations ont pu être imposées. Ils ont suivi mais petit à petit ils ont lâché l'organisation. Il y a eu aussi l'usure. Sur Paris les AG de Jussieu permettaient un certain maintien. En revanche en province après la dissolution, les gens de province n'avaient plus aucun contact car le Comité national qui prenait des directives et où siégeaient des délégués de province n'existait plus.

Un intervenant. En 68, on a cru dans le basculement révolutionnaire. Il y eut l'échec de la GP, celui des groupes marxistes-léninistes, trotskystes ou anarchistes. Pour un « changement de la vie », des gens se sont dirigés ou investis également mais dans la voie électorale. Et nous sommes tous arrivés, les uns comme les autres, au même constat. La transformation sociale, qu'elle soit dite d'une manière ou d'une autre, n'est pas arrivée. La carence est là. Je ne crois pas que c'est en tirant les leçons de ce passé qu'on déterminera une voie révolutionnaire pour aujourd'hui. Pourtant, comme disait Marx, le monde marche encore plus aujourd'hui qu'hier sur la tête. Nous sommes arrivés à un stade où ce n'est plus simplement l'exploitation de l'homme par l'homme qui est le paradigme insupportable. On est dans une phase de l'histoire particulièrement critique. Une voie révolutionnaire est possible : il faut chercher les linéaments de celle-ci mais pas dans nos passés, simplement.

Un intervenant. J'ai l'impression que l'histoire est assez peu linéaire de ce point de vue-là. Il y a des conjonctures historiques avec des phases de politisation intense. C'est bien souvent le point où ces vagues sont venues à leur terme relativement à l'obstacle rencontré. Et elles ne cessent de le rencontrer jusqu'à la prochaine. Quand tu lis les débats au sein du marxisme dans la période 1972, 73, 74, ça te fait honte par rapport aux débats qui ont lieu actuellement. Tu as l'impression que des gens comme Krisis, aujourd'hui, avec leur théorie de la valeur, n'ont jamais lu les textes de ces années-là et même les débats dans les cercles althussériens. Juste pour dire que ce ne serait pas impossible que dans ces années 1973-75 une vague révolutionnaire soit arrivée à la fin d'une hypothèse avec devant elle un obstacle dont on n'a pas bien réussi à déterminer la forme. Depuis lors on ne cesse de buter contre cette chose-là. Donc, ce n'est pas forcément inutile de tirer les leçons de ces moments-là parce qu'il se pourrait bien que ce soit cela qui nous bloque encore aujourd'hui.

Pierre Boismenu (pour répondre à l'avant dernier intervenant). Il ne s'agit pas ici de trouver dans l'histoire de la gauche prolétarienne de quoi résoudre les questions de la révolution. Nous sommes à une époque où on ne manque pas d'analyses pertinentes qui montrent les méfaits du système capitaliste. Avec l'histoire de la GP, celle des Brigades rouges ou d'autres, ce qui est intéressant c'est de nous obliger à poser la question : comment peut-on faire ?, à poser des problématiques vraiment pratiques. Même si la GP est partie sur des bases très théoriques et intellectuelles, ce qui est intéressant c'est que ce mouvement a consisté à « y aller ». C'est bien beau de théoriser sur le capitalisme mais toute la question est de ne pas en rester à ce constat. De nos jours des tas de gens s'investissent et luttent sur des tas de fronts. Comment faire alors pour que les actions ne se dispersent pas dans tous les sens. Isolé on finit soit contre un mur, soit sur des compromis foireux. Ces questions se posent, elles ne sont pas résolues, et c'est au niveau de la pratique qu'il est important de les considérer. Le désespoir ambiant réside pour une large part dans le fait qu'on a

l'impression d'avoir tout compris mais qu'on y peut rien. Cela fait partie de la victoire idéologique de la bourgeoisie. Depuis 20 ans celle-ci veut nous faire croire que tout est réglé d'avance.

Un intervenant. Aujourd'hui les révolutionnaires du Chiapas tiennent exactement le propos inverse. Ils ont accumulé depuis 30 ans énormément de pratiques. Et aujourd'hui ils en appellent à la théorie, à la théorie créatrice. Ils n'ont pas forcément raison, alors que toi tu aurais tort. Chacun est situé dans son contexte, avec son histoire. Les zapatistes ressentent un besoin de théorie, celui de mieux penser le monde d'aujourd'hui pour agir. Ils sont formidablement « optimistes », même si je n'aime pas ce genre de catégorie et préfère celle de « praxis » ou de « doute volontaire » (tracer le chemin en marchant –et en réfléchissant). Il y a des tas de choses aujourd'hui auxquelles il faut prêter attention et auxquelles on peut s'accrocher, qui sont à la fois très loin de nous ou très près de nous. Ce que tu dis sur les gens qui mènent des tas de luttes, isolés dans leur coin, est profondément vrai. Nous sommes dans un ensemble de situations alvéolaires. En Limousin c'est un vrai tropisme : celui d'être à côté de choses et de gens formidables sans les connaître. J'entends Gilles Clément parler « d'alternative ambiante »⁷ quand il parle de ce qui se passe dans le monde. D'autres traduisent ceci avec des métaphores : ils parlent de constellations⁸... Effectivement, nous ne vivons pas dans un monde où il ne se passe rien. Enfin, demeure la question des liaisons... Il faut peut-être voir les choses d'une manière plus complexe, dans un autre système de pensée que celui qui nous a formé.

Un intervenant. On part d'un constat, à savoir que les théories concernant le capitalisme, on les connaît, elles sont opératoires, mais qu'est-ce qu'on peut faire ? Il me semble qu'on peut partir d'abord des raisons pour lesquelles il n'y a pas grand-chose qui se fait au niveau collectif. C'est le fait que les gens votent et que par conséquent ils s'imaginent que c'est au moment du vote qu'il y a l'essentiel de leur action politique. Il me semble qu'à la fois du point de vue théorique et pratique il faudrait d'abord dénoncer et arrêter de pratiquer la démocratie représentative. Si nous renoncions à cette illusion on retrouverait l'action qui peut être la nôtre au niveau du monde (du travail) dans lequel on est.

P B : on ne peut pas être contre ce que tu dis. Cela me rappelle une action de la GP, celle de brûler des urnes. Ce devait être en 1969 pour le vote organisé par De Gaulle. Là tu es complètement d'accord avec Badiou, par exemple. Mais je ne sais pas si c'est le fond de l'affaire. Il n'y a pas que cette illusion qui fait que les gens ne sont pas mobilisables.

La même intervenant. Après tout notre problème est celui-ci. Pourquoi il ne se passe rien au niveau de ce que pourrait faire le politique, alors que nous analysons tous de manière à peu près identique la situation ? Parce que pour un grand nombre de gens l'action politique c'est le vote. Tant que cette illusion perdurera, il ne se passera rien.

Un intervenant. La question avait été posée à Georges Marchais, il avait répondu : si je suis élu, il n'y aura pas de changement même s'il y a 40 ministres communistes. Si le peuple ne s'y met pas, il n'y aura rien du tout. Tous les journalistes lui sont tombés dessus.

Un intervenant. Justement une question : il y a plusieurs façons de faire une histoire des organisations, l'une est celle de ses motions, ses congrès, des grandes actions, des campagnes etc. Une autre, qui est rarement faite, c'est celle des vies entre les gens, des amitiés, des complicités qui sont nouées, la texture humaine qu'il y avait. Ma question est celle-là : la texture humaine de la GP, l'ambiance qui régnait parmi les gens, c'était un agenda constamment rempli et un militantisme qui tend vers l'épuisement ou une joie solaire ?

AM. C'est compliqué. Le mode de fonctionnement était le suivant : quand il se passait un événement dans une zone, les grands dirigeants débarquaient et contrôlaient la chose parce qu'il fallait donner une orientation. Ce fut le cas des Houillères précédemment citées, ou à Grenoble etc. En ce qui nous concerne, à Saint-Denis, on ne voyait jamais les dirigeants ou plutôt, de temps en temps, un seul, établi à Renault. C'est nous qui avons lancé le mouvement d'occupation des maisons vides. Le *Mouvement d'occupation des logements vacants* est parti du fait que quatre copains du groupe étaient sans logement. L'idée est venue alors d'élargir cela. Comme nous faisions cette action avec

7

8

les gens du coin, la direction n'était pas trop intéressée. Il est vrai que ça prenait beaucoup de temps. Certains ne participaient pas à toutes les activités ; à celles le dimanche, par exemple (diffusion sur les marchés, réunion interne). Il n'y avait pas de discipline imposée, sauf à certains endroits dirigés par des « petits chefs ». En général les activités militantes s'effectuaient librement, entre copains. Après la dissolution, les activités militantes à Saint-Denis se sont élargies avec des gens venant de Puteaux jusqu'à Pantin ou de Paris (11ème). Cet élargissement du groupe dionysien (communauté d'une dizaine de personnes) qui s'est produit aussi sur la base de liens personnels forgés par l'amitié, l'affection, les goûts partagés, s'accompagnait de bouffes etc. : il y avait un mélange d'activisme et de convivialité dans le groupe.

PM. En ce qui me concerne, je dirais qu'en quatre-cinq ans je n'ai reçu aucun ordre. Il y avait cependant des contraintes. Notre vie s'établissait sur la base d'une espèce de mobilisation : il y avait la révolution depuis 1968. Je n'avais alors aucunement l'idée de me retrouver un jour dans un poste avec une carrière quelque part dans la société. C'était hors de pensée qu'on puisse finir prof quelque part. Cela se traduit par une fragilité. Effectivement, la dissolution a fait qu'à un moment donné, tout à coup, cette espèce d'élan fut cassé. Et la fatigue a aussi fait prendre du recul. Mais ce n'était pas une fatigue au sens d'être un petit soldat qui est contraint. C'était parce qu'on s'y mettait à fond. Sur la question du logement : j'étais dans un appartement que j'avais loué à Mantes. Il y avait toujours, 7, 8, 10 personnes, plus ou moins, qui passaient. July y a passé un moment. Ce n'est pas ce que j'ai fait de mieux de l'accueillir. Et on rigolait. Ce n'était pas du tout une discipline de moine. Mais il y avait une auto contrainte. Ça durait plus ou moins de temps pour les uns ou pour les autres. Après ceci, ça fait très, très drôle de retomber dans ce qui nous paraît être la vie normale maintenant. C'est pour cela qu'il y a eu pas mal de suicides, de gens qui se sont paumés de différentes manières et qui se sont rattrapés plus ou moins. Il y a une période qu'on ne peut pas imaginer, ce qui fait qu'on garde toujours l'impression d'être dans un monde « médiocre » après. Puisqu'on rentre dans le subjectif, on peut dire ça.

Une intervenant. Je ne sais pas si ma question s'intégrera bien dans le discours que l'on tient depuis le début mais, pour le problème dont on parle, je pense aux zadistes qui sont à Notre Dame des Landes, actuellement. J'ai l'impression qu'ils sont un petit peu dans votre lignée. Peut-être qu'ils n'arrivent pas à mobiliser autant mais on peut supposer que dans les pays de Loire avec les accords qu'ils ont eu avec les écologistes on peut espérer que le projet sera encore ajourné. Ou bien dans la région Limousin la ligne de TGV Limoges-Poitiers.

PB. Je disais précédemment qu'il se passait des tas de choses. Beaucoup de gens sont dans un tel mouvement, plus ou moins. Effectivement il y a de cela. Toute la question est que, même si on arrive à gagner sur Notre Dame des Landes comme sur le Larzac par exemple, est-ce qu'on en a fini avec le capitalisme pour autant ? Ce sont des victoires, elles ne sont pas négligeables, mais il n'y a pas cette espèce de globalité politique qu'il pouvait y avoir au début des années 70 – qui n'a pas réussi pour autant- mais il y avait cet horizon. Il me semble que de nos jours il n'y a pas d'horizon d'abolition du capitalisme. Et c'est là que se pose la question d'une organisation qui fait que chaque lutte dans son coin ne reste pas simplement sur son truc et malheureusement cela finit souvent en eau de boudin ou c'est toujours à recommencer.

Subjectivement il y a entre ce qu'on faisait dans ces années 70 et tous ces mouvements divers une grande parenté. Tout est né plus ou moins de cette époque. Justement, quand un grand dessein d'ensemble, une politique révolutionnaire, un tel horizon a plus ou moins disparu, il est resté à l'état dispersé et ponctuel quelque chose de cet état d'esprit qui veut que les gens se battent à Notre Dame des Landes, d'autres pour empêcher que les gamins d'être pris par la police et envoyés chez eux. Tout cela mobilise. Mais il n'y a plus l'horizon d'en finir avec le système qui engendre un truc, un autre, puis un autre.

Un intervenant. Je ne sais pas si c'est vraiment la question de l'organisation. Nous avons tous partagé cette espèce de crédo judéo-chrétien considérant qu'on créerait un paradis sur terre. La révolution c'était quelque chose qui ressemblait à la fin du monde. D'un côté le capitalisme disait détenir avec son système la fin du monde et nous on disait la même chose. Là, il y a peut-être quelque chose à repenser ? Il faut peut-être aussi mettre la subjectivité à une autre place. C'est bien

de penser le monde mais le monde existe aussi en dehors de nos concepts. Il faut essayer de se mettre là-dedans (en situation d'existence par rapport à cela)

AM. Je ne me suis jamais senti judéo-chrétien avec le paradis etc. Justement, par rapport au maoïsme qu'on défendait c'était que la Révolution culturelle remettait aussi en cause une révolution qui avait eu lieu. Nous disions qu'il faudrait tout le temps faire cette remise en cause. Une personne qui a du pouvoir a envie d'en avoir plus et il a envie de reproduire les choses anciennes etc. La Révolution culturelle c'était aussi la remise en cause des petits chefs. On pensait que même si on faisait la révolution on ne s'ennuierait pas après parce qu'il y aurait encore du boulot.

Un intervenant. Cela ne correspondait pas à l'image que les maos donnaient d'eux-mêmes – je parle pour Toulouse- mais cette référence sacralisée à Mao Tsé Toung, ce sectarisme et cette organisation militaire, je ne la retrouve pas dans la description que vous en donnez.

PB. Comme quoi ça n'était pas pareil à Toulouse et ailleurs !